

Risque pays

Japon, Arabie saoudite, Malaisie... dégradés

• Conséquence d'une croissance mondiale en panne

• Les producteurs de pétrole et de gaz en grande difficulté

MÊME si ce début d'année voit une très légère reprise des émergents (croissance de 3,9% prévue en 2016 par l'assureur-crédit Coface, après 3,4% en 2015 et 7,2% en 2010), la faible dynamique des pays avancés (1,7% en 2016) perturbe plus que jamais l'équilibre mondial. Si le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,4%, Coface prédit qu'elle ne devrait pas dépasser 2,7% cette année.

«L'économie mondiale se japonise», ironisent les économistes de Coface dans le Baromètre risque pays au 1er trimestre 2016. La conjoncture présente d'ailleurs toutes les caractéristiques du Japon: «croissance faible malgré des politiques monétaires ultra expansionnistes, vola-

Coface révisé à la baisse la note de 7 pays		
Pays	Ancienne évaluation risque pays	Nouvelle évaluation risque pays
Arabie saoudite	A4	A4 ↘
Arménie	C	D
Japon	A1 ↘	A2
Kazakhstan	B	C
Koweït	A2	A2 ↘
Malaisie	A2 ↘	A3
Oman	A3	A4

Source: Coface

Le groupe Coface vient de relever le niveau de risque financier pour sept pays. L'assureur-crédit évalue le risque de défaut moyen des entreprises. L'évaluation s'étend de A1 (Très faible) à D (Très élevée) et peut être assortie de surveillances positives ou négatives

les indices de confiance des entreprises commencent à se détériorer. L'important déficit public enregistré en 2015 (-14,2%) se creuserait davantage en 2016 à mesure que les prix bas se maintiendraient.

■ **Le Koweït**, jusque-là peu affecté, (évaluation A2 mise sous surveillance négative) risque de connaître une détérioration de ses comptes publics et extérieurs en 2016.

■ **Le Maroc**, rappelons-le, a gardé sa notation A4 malgré la conjoncture peu favorable. C'est la meilleure notation parmi les grandes économies africaines (cf. notre édition N° 4695 du 27/01/2016). □

Fatim-Zahra TOHRY

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

banque centrale chinoise baisse les taux de réserves obligatoires des banques pour soutenir une croissance prévue à 6,5% par Coface en 2016, le risque d'un ralentissement plus prononcé demeure. Par ailleurs, la chute des prix du pétrole a plongé les pays exportateurs dans des difficultés d'ordre budgétaire: leurs déficits s'accroissent plus rapidement et l'activité du secteur des hydrocarbures subit des effets externes négatifs. Ces deux raisons expliquent plusieurs dégradations et mises sous surveillances négatives.

nus pétroliers (près de 85% des recettes publiques) se sont contractés de 36,3% en 2015.

■ **Kazakhstan** (nouvelle évaluation C). Ses exportations vers la Chine sont ralenties et le pays souffre de la récession russe et des prix bas du pétrole.

■ **L'Arabie saoudite** (évaluation A4 mise sous surveillance négative) voit son déficit public se creuser à mesure que les prix se maintiennent à un bas niveau et

Accroissement du risque politique

LA hausse de l'instabilité politique peut avoir un impact non négligeable sur des économies déjà touchées par le ralentissement mondial. En effet, elle est la suite logique de conditions économiques dégradées qui mécontentent les populations et fragilisent l'unité interne. Dans ce cadre, l'Arménie rejoint la catégorie D qui regroupe les pays dont les entreprises sont confrontées à une probabilité de défaut très élevée. Ce pays pâtit de la récession russe (le nombre de travailleurs arméniens y a baissé de 5% en 2015). Mais elle subit aussi la frustration croissante de la population en raison de la corruption et des faibles performances économiques, ce qui participe à la détérioration de sa situation politique et sociale. □

tilité des marchés financiers et absence de pression inflationniste». L'économie japonaise inquiète d'ailleurs par la faiblesse de la consommation. L'appréciation du yen en ce début d'année et l'inefficacité des mesures Abenomics ont conduit la Banque du Japon à adopter des taux d'intérêt négatifs. Après avoir mis son évaluation pays sous surveillance négative en janvier 2016, Coface la dégrade à A2.

L'assureur-crédit fait référence à de nombreux foyers de risque. Même si la

■ **La Malaisie** (nouvelle évaluation A3) souffre des prix bas des matières premières mais, également, du scandale relatif au fonds souverain IMBD. La confiance des investisseurs est affectée dans un contexte de dette des ménages élevée et de faiblesse de la demande externe. Le risque politique grandissant s'y ajoute.

■ **Le Sultanat d'Oman** (nouvelle évaluation A4) demeure une des économies les plus vulnérables aux prix bas du pétrole. Ses capacités de production restent limitées à court terme et les reve-